Évreux, le 1er juillet 2019

Déclaration à destination du Conseil Municipal

La vérité sur le projet du gouvernement relatif au réseau territorial de la Direction Départementale des finances publiques de l'Eure !

L'intersyndicale des Finances Publiques de l'Eure, Solidaires Finances Publiques (1er syndicat de la DGFIP et du Ministère), CGT Finances Publiques et FO DGFIP de l'Eure interpelle les élus et usagers du département !

Le ministre de l'action et des comptes publics a engagé un projet de vaste refonte de l'organisation territoriale (et fonctionnelle) des services de la Direction générale des finances publiques (DGFiP) baptisé « géographie revisitée ». La communication gouvernementale met l'accent sur la présence de « points de contact » sans préciser le fond du projet. Mais sa présentation est trompeuse : elle mélange l'évolution du réseau territorial de la DGFiP « proprement dit » et celle de « points de contacts » généralistes (notamment les maisons France service) qui ne sont pas des services de la DGFiP « proprement dit ».

Ce communiqué livre une grille de lecture descriptive qui permet de comprendre les cartes livrées par les pouvoirs publics.

Quid des trésoreries ? ●

Identifiées dans les cartes 2019 par un rond gris, **les trésoreries n'existeront plus** en tant que telles en 2022. Ses missions se retrouveront « éclatées » entre les conseillers aux collectivités locales et les services de gestion comptable. **Cela se traduira dans l'Eure par la fermeture de l'ensemble des trésoreries.**

Les conseillers des collectivités locales n'assureront pas l'accueil ●

Les missions relatives au conseil des collectivités locales mentionnées par un « rond rouge », seront assurées par un cadre de la DGFiP. Mais ces « ronds » **ne constituent en aucun cas des lieux d'accueil du public**, ils mentionnent des personnes destinées à travailler avec les collectivités locales.

Les services de gestion comptable, 4 fois moins nombreux que les trésoreries

Mentionnés en « rond vert », les services de gestion comptables auront en charge la tenue des comptes des collectivités locales (recettes/dépenses). Ces services, qui ne constitueront que des « points de contacts » pour les usagers, seront 4 fois moins nombreux que les actuelles trésoreries et ne recevrons du public que sur rendez-vous.

Les maisons France service : des accueils généralistes multi-fonctions

Le nombre de « points bleus » a de quoi impressionner a priori et peut laisser penser qu'au regard de la situation actuelle, le réseau territorial de la DGFiP se développera. Mais la réalité est tout à fait différente.

Les maisons France service (MFS) ne sont pas des services de la DGFiP. Elles n'assureront pas l'ensemble des compétences dévolues aux trésoreries et aux autres services de la DGFiP. Elles seraient labellisées avec un « panier de services minimum » pour des démarches relevant de la DGFiP (dépôt de déclaration, de réclamation, prise de RDV, accès à un poste informatique), de la CAF, de la CNAV, de la CNAM, de pôle emploi, de la Poste, de l'intérieur, de la justice et du travail. La liste est longue et peut s'allonger (délivrance de billets SNCF, etc). Une MFS devra avoir « au moins deux personnes à l'accueil » pour une ouverture 5 jours par semaine. **Les personnes présentes à demeure ne seront pas des agents de la DGFiP. Ces derniers s'y rendront ponctuellement lors de pics de charge et uniquement pour des accueils sur rendez-vous.**

Quant aux autres services de la DDFiP (services de direction , services fiscaux , services de contrôle), ils connaîtront également des évolutions internes profondes. Ils seront vidés de certaines missions. A titre d'exemple, le nombre de **Services des Impôts des Entreprises** -SIE- diminuera (ce qui portera préjudice aux PME) pour **passer de 4 SIE**(Pont-Audemer, Louviers, Vernon, Evreux) **à 2** (Louviers et Évreux) ainsi que le nombre de **Services de Publicité Foncière**- SPF- qui **passera de 5 à 1 seul situé** à Évreux. Pour les **Services des Impôts des Particuliers**, il en sera de même ils seront réduits **en passant de 7** (Pont-Audemer, Bernay, Verneuil, Vernon, Les Andelys , Louviers et Évreux) **à seulement 3** (Évreux, Vernon et Bernay).

Une fois de plus l'ensemble de ces structures ne sera plus accessible au public que sur rendez-vous alors qu'elles sont ouvertes quotidiennement aujourd'hui.

Certaines **missions et services** (contrôle, direction départementale, etc) **seront transférés** (comme **les services fonciers et du cadastre** qui serait transféré à Louviers alors qu'il est localisé à Évreux aujoud'hui) et/ou regroupés. Certaines missions pourraient être quant à elles **transférées en Seine Maritime comme la trésorerie amendes**. Sans parler de la volonté gouvernementale de créer des **agences comptables en lieu et place des services de gestion comptable de la DGFIP.** Un nouveau transfert de charge vers les collectivités.

Le tout, **sur fond d'accélération des suppressions d'emplois**. Telle est la réalité factuelle du projet. On voudrait sacrifier le service public fiscal, financier et foncier qu'on ne s'y prendrait pas autrement.

En effet, le département de l'Eure a déjà perdu plus de 200 emplois en 10 ans et s'apprète encore à perdre 12 % de ses effectifs d'ici 2022 ce qui aura forcément un impact sur la présence territoriale de nos services.

Nous passerions ainsi de 636 emplois implantés à 560 contre plus de 1 100 il y a 20 ans.

La concertation est soi-disant lancée (et prendra fin début octobre) avec les élus, les services de l'État et les personnels, **c'est pourquoi l'intersyndicale adressera rapidement un courrier aux élus leur demandant de se mobiliser et de s'engager pour le maintien du réseau de proximité des services de la DGFIP** (un des dernier encore présent en milieu rural).

Par ailleurs, l'intersyndicale se tient à leur disposition pour les rencontrer et échanger, elle se propose même d'intervenir lors de réunions publiques si les élus le souhaitent.

La mobilisation des agents auprès des usagers, déjà initiée depuis le début de l'année, se poursuivra dés que possible et sans nul doute en septembre pour une rentrée combative !

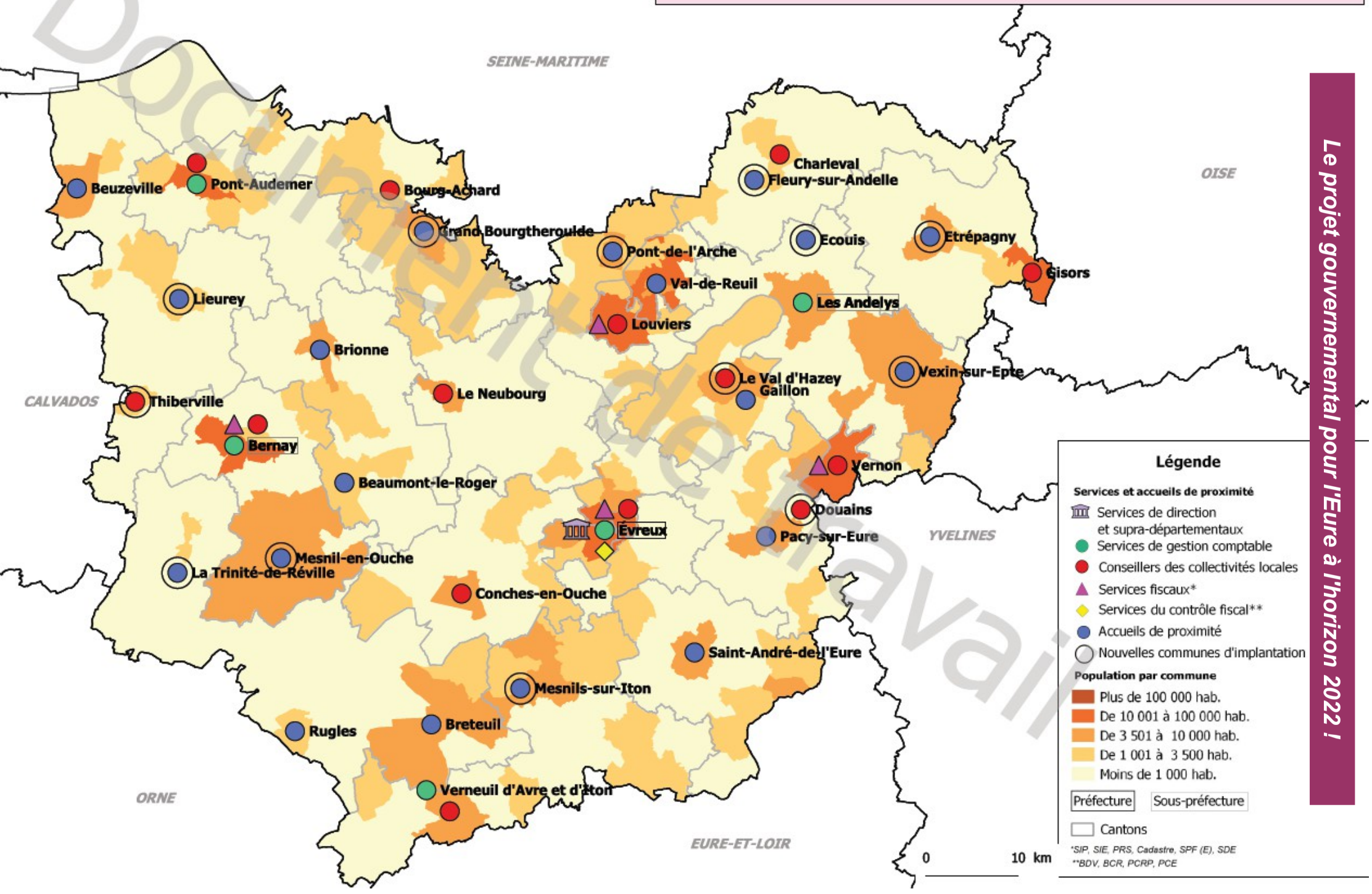
Contacts :

Solidaires Finances Publiques 27 Isabelle LAURENT 06.88.57.48.60
solidairesfinancespubliques.ddfip27@dgfip.finances.gouv.fr

FO Dgfip 27 Fabien DUBOST 06.73.45.88.29
fo.ddfip27@dgfip.finances.gouv.fr

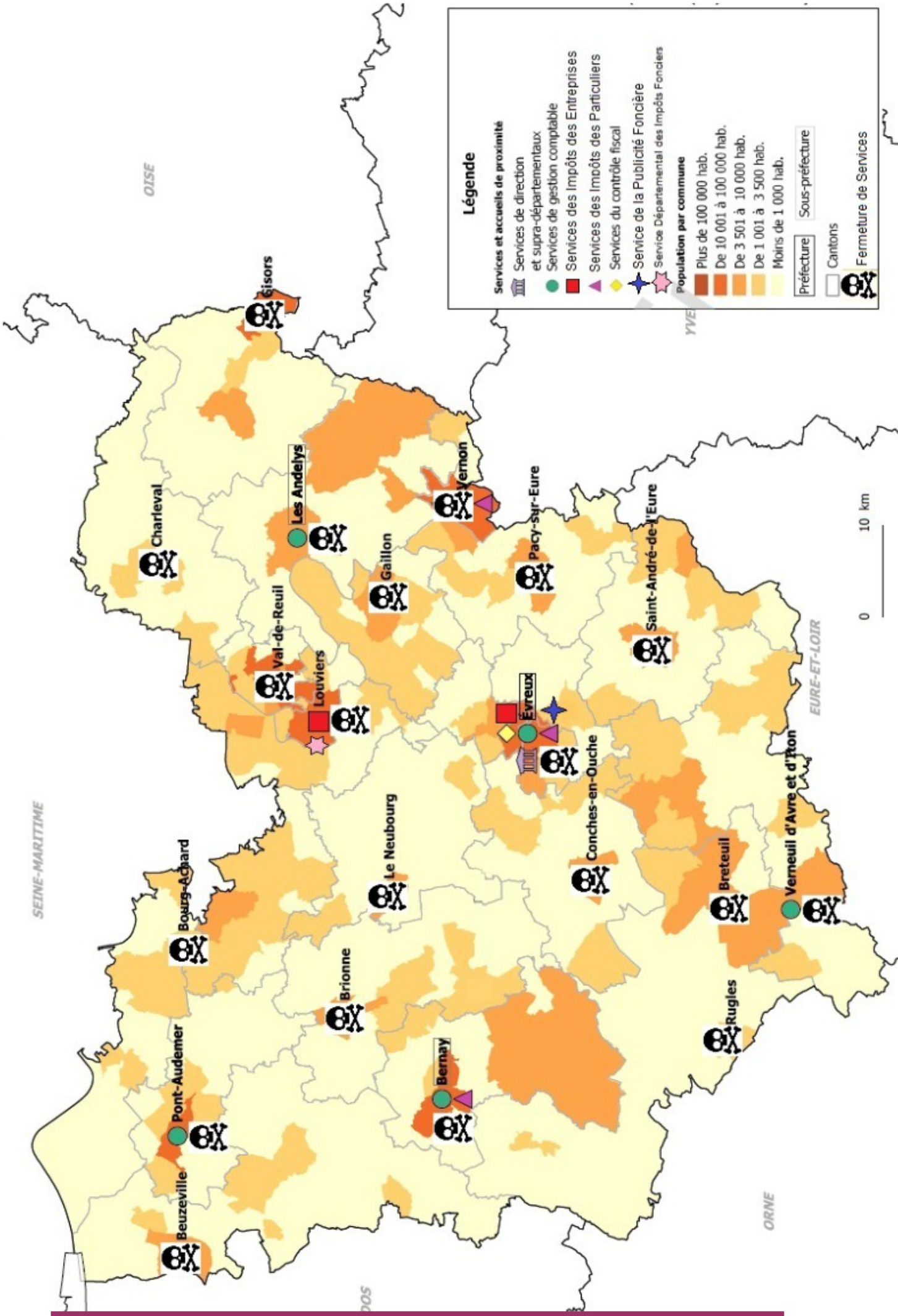
CGT Finances Publiques 27 Arnaud TALARD 06.33.05.55.42
cgt.ddfip27@dgfip.finances.gouv.fr

Eure (27) – Hypothèse d'organisation des services de la DGFiP
34 communes avec accueil de proximité DGFiP (+13 / 2019)



Le projet gouvernemental pour l'Eure à l'horizon 2022 !

Document de travail



La carte décryptée par les représentants du personnel !